

Compte-rendu de la réunion du 1er avril 2019

La Russie, l'Europe et le gaz naturel

1. Organisation des réunions IDées

Alexandre ROJEY, Animateur IDées

Le programme des réunions 2018-2019 est disponible sur le site de la Fondation Tuck

2. Introduction à la réunion :

Jean-Pierre FAVENNEC, Animateur du Groupe IDées « Géopolitique de l'énergie »

Le gaz naturel fait l'objet d'enjeux géopolitiques importants. Les relations complexes entre la Russie, l'Europe et l'Ukraine dans le domaine de l'acheminement de gaz provenant de Russie vers l'Europe Occidentale en sont une bonne illustration. Il faut noter toutefois que le montant des exportations de pétrole de la Russie vers l'Europe est plus important que celui-ci des exportations de gaz naturel.

3. Le secteur gazier en Russie - Récents développements et perspectives.

Marc-Antoine EYL-MAZZEGA, Directeur Énergie, IFRI

L'économie russe reste stagnante, bien qu'elle soit sortie de la récession. Ses possibilités de croissance dépendent fortement de grands projets, dont font partie les grands gazoducs d'exportation de gaz vers l'Europe ou l'Asie.

La production de gaz en Russie a connu un rebond à un peu plus de 700 bcm en 2018, mais la part de Gazprom décline au profit de Novatek et surtout de Rosneft.

Les exportations de Gazprom parviennent néanmoins à progresser grâce à une croissance de la demande allemande, et ceci malgré l'arrêt des exportations vers l'Ukraine, qui était jusqu'en 2010, le principal acheteur.

La Russie se tourne de plus en plus vers des gisements situés plus au nord, ce qui justifie pleinement le tracé du gazoduc Nordstream 2. Par ailleurs Gazprom a la volonté de doubler ses exportations vers la Chine, à travers la mise en place du gazoduc Power of Siberia. En Asie, la Russie dispose d'un potentiel d'accroissement de ses exportations de 90 bcm pour la période 2017 - 2027 (exportations via le gazoduc Power of Siberia et différents projets GNL). Le marché chinois devrait atteindre le niveau du marché européen d'ici 2030.

En Europe du Sud, la Russie se heurte à la concurrence de projets gaziers exploitant des gisements offshore au large de l'Égypte, d'Israël et de Chypre.

La demande gazière européenne devrait rester sensiblement constante jusqu'en 2025, avant de commencer à décliner progressivement. D'importantes incertitudes demeurent néanmoins. La demande pourrait croître si d'autres arrêts de réacteurs nucléaires sont décidés en Europe ou si la mise en place des renouvelables connaît des retards importants. Elle pourrait au contraire diminuer si le nucléaire repart en exploitant de nouvelles technologies (petits réacteurs) ou si des percées techniques

interviennent dans le domaine des renouvelables (notamment en stockage de l'électricité).

La situation actuelle devrait conduire à de graves difficultés en Ukraine. La demande en gaz sera difficile à satisfaire (peu de perspectives d'accroissement de la production domestique, importations en provenance des pays de l'UE limitées et coûteuses). Les volumes de gaz en transit risquent de tomber à 0 d'ici 2030. De nombreuses contraintes pèsent sur les relations Russie-Ukraine et il sera difficile de trouver des voies satisfaisantes de conciliation.

4. Nord Stream 2 : éléments d'analyse économique et géopolitique.

Olivier MASSOL, Professeur à IFP School, Directeur de la Chaire Économie du gaz naturel

Les exportations de gaz vers l'Europe ont connu une longue histoire depuis les années 70s, marquées par une volonté constante des États-Unis de s'opposer à ces projets et par une forte implication de l'Allemagne pour les promouvoir. Les tensions entre la Russie et l'Ukraine sur le transit de gaz à travers l'Ukraine ont débuté dans les années 2006 à 2009 et se sont aggravées avec la révolution de Maidan qui a débuté fin 2013.

Le projet Nord Stream II qui représente une capacité de 55 bcm/an divise les pays européens. Soutenu par l'Allemagne, il est fortement critiqué par la Pologne et les pays Baltes en raison notamment des risques de dépendance accrue vis-à-vis de la Russie. Il est évidemment très mal perçu par l'Ukraine dont la part dans le transit de gaz serait fortement réduite à l'achèvement du projet.

La part des importations dans la consommation de gaz au sein de l'Union Européenne s'est fortement accrue, en raison d'une baisse de la production intérieure et d'une augmentation de la consommation. Ainsi, la part de la consommation qui était couverte par la production intérieure est passée de 50% au début des années 2000 à environ 30% aujourd'hui.

Le volume de la demande future de gaz naturel est sujet à des incertitudes importantes liées notamment à la difficulté d'apprécier les implications de la politique climatique. Il semble toutefois possible d'assurer la demande européenne à l'horizon 2035 sans la Russie.

Concernant l'Ukraine, sa position antérieure de quasi-monopole pour le transport de gaz lui permettait d'exiger des tarifs de transit élevés. On a pu constater que dès la mise en place du gazoduc de Yamal, elle s'est vue forcée de négocier un accord avec la Russie.

Il existe trois grandes voies d'exportation du gaz russe vers l'Europe : la voie Sud à travers l'Ukraine, le gazoduc Yamal à travers la Pologne et le gazoduc Nord Stream en mer Baltique.

L'Union Européenne a cherché à aider l'Ukraine en aménageant de nouvelles connections qui permettent d'alimenter l'Ukraine en gaz naturel à partir de pays de l'Union Européenne (reverse flow). Toutefois, on se trouve dans ce cas dans des conditions de compétition imparfaite, conduisant à un oligopole de fournisseurs et des prix élevés de gaz pour l'Ukraine.

La Pologne et les pays Baltes cherchent à augmenter la part des approvisionnements en GNL, en installant de nouvelles infrastructures avec des financements publics. L'implication du contribuable est justifiée par une meilleure capacité à négocier les tarifs d'achat du gaz.

La poursuite des travaux de recherche économique sera utile pour mieux comprendre l'impact des importations de GNL américain, modéliser l'impact des transformations du marché intérieur en Russie et modéliser les effets de l'extension récente du domaine couvert par la directive gaz européenne.

5.

6.

7. L'Ukraine entre Russie et Europe ?

Fabrice NOILHAN, Membre du conseil de surveillance, Main Gas Pipelines of Ukraine

La consommation de gaz naturel en Ukraine a fortement diminué, de 118 bcm en 1991 à 32 bcm en 2018, avec une forte baisse de la part des importations qui est passée de 80% environ à 33% en 2018. La production intérieure est restée à peu près stable, aux environs de 20 bcm.

Le volume de gaz transitant par l'Ukraine s'est maintenu à un niveau relativement élevé et il a sensiblement progressé depuis 2014, pour s'établir au niveau de 93,5 bcm en 2017.

Outre un réseau gazier important, l'Ukraine dispose depuis l'époque soviétique de nombreux sites de stockage, qui sont sous-exploités à l'heure actuelle.

Le gaz représente un enjeu économique important pour l'Ukraine. Les revenus du transit s'élèvent à 3,1 G\$ pour un PIB de 126 G\$. En outre, dans un pays qui est pauvre, la hausse de la facture du gaz est mal ressentie.

Dans ce contexte, les décisions à prendre sont difficiles à assumer, d'autant plus que le contexte politique est très incertain. Le calendrier est marqué par les élections présidentielles dont le 2e tour aura lieu le 21 avril, le renouvellement de la Commission Européenne (automne 2019), les élections législatives en Ukraine le 17 novembre.

Au 31 décembre le contrat de transit prend fin et il sera très difficile de négocier son renouvellement dans de bonnes conditions, d'autant plus que la classe politique est divisée, que le système de décision ukrainien est complexe et qu'il faut obtenir l'accord de nombreux partenaires (G7, Banque Mondiale, Banque Européenne, Fond Monétaire International, Commission Européenne, Communauté de l'Énergie). Alors que les interlocuteurs du côté de Gazprom sont clairement identifiés, ce n'est pas le cas du côté ukrainien. L'Ukraine est ainsi amenée à se tourner vers des cours d'arbitrage européennes.

Ce qui pourra se passer en 2020 et au-delà reste ainsi hautement incertain.

8. Discussion / Conclusion

Débat animé par Jean-Pierre Favennec, Animateur du Groupe Géopolitique

Politique européenne

La situation en Europe est marquée par une absence de stratégie cohérente. On le constate notamment avec la réalisation du gazoduc Nordstream, qui fait l'objet de positions divergentes.

Au sud de l'Europe, l'Union Européenne a voulu s'opposer au projet Southstream, en soutenant le projet Nabucco. Le projet Nabucco a dû être abandonné faute de ressources suffisantes en gaz. On arrive à présent à une situation où le projet

Southstream fait place au projet Turkish stream, ajoutant la Turquie comme pays intermédiaire dans le transport de gaz, ce qui n'était pas dans l'intérêt de l'UE.

L'Union européenne est soumise depuis les années 70 à une forte pression américaine pour ne pas développer ses importations à partir de la Russie. Au début des années 80, dans le cadre d'une Europe à 12, elle était en mesure d'afficher une position commune. C'est ainsi que même Margaret Thatcher était d'accord pour s'opposer aux injonctions américaines. Par contre, dans le cadre de l'Europe des 28, les États-Unis peuvent s'appuyer sur les pays qui faisaient partie auparavant du bloc soviétique, tels que la Pologne et les pays Baltes, pour s'opposer à la Russie.

En Ukraine, l'Union Européenne n'a pas su anticiper ni gérer une situation qui est devenue calamiteuse.

Projets gaziers en Russie

La Russie dispose de ressources gazières considérables, mais la croissance des exportations est limitée d'une part par la lourdeur des infrastructures à mettre en place et d'autre part par la concurrence sur le marché UE. Le marché UE est relativement stagnant et risque de décliner en raison des politiques climatiques, le gaz naturel représentant 25 % des émissions de CO2 (+ émissions liées aux fuites de méthane).

C'est la raison pour laquelle la Russie se tourne vers la Chine qui représente un marché en expansion. Le rôle d'arbitrage de la Chine va toutefois rester limité, dans la mesure où elle souhaite importer du gaz à partir de gisements qui lui sont dédiés.

Par ailleurs, la Russie doit prendre en compte les possibilités d'exportation à partir de l'Asie Centrale, soit vers l'UE, soit vers la Chine et cherche à les neutraliser, en les utilisant pour ses approvisionnements internes, notamment dans la région d'Astrakhan.

Situation ukrainienne

Dans la situation difficile que connaît l'Ukraine, les opérateurs gaziers européens sont en relation principalement avec Naftogaz, la compagnie nationale ukrainienne.

Comme atouts, l'Ukraine dispose d'un réseau gazier très développé et d'un volume important de stockage qui n'est exploité qu'au tiers de sa capacité. Les opérateurs européens hésitent toutefois à employer ces stockages en raison des risques encourus.

La Russie a tout intérêt à passer par le gazoduc Nordstream, car, dans ce cas, elle n'a pas de taxe de transit à payer. Le financement étant assuré par Gazprom, le coût marginal de transport est quasiment nul. La réalisation de Nordstream 2, si elle s'effectue comme prévu, n'aboutira pas à supprimer complètement le transit par l'Ukraine, mais le réduira encore de manière significative.

Les motifs de contentieux entre l'Ukraine et la Russie sont nombreux. La Russie a mis en avant pendant longtemps d'une part la dette de l'Ukraine et le détournement d'une partie du gaz au cours du transport. Ces deux points sont néanmoins en cours de clarification. On dispose à présent d'une plus grande transparence sur les transits de gaz aux points d'entrée et de sortie. Par ailleurs la question de la dette a été soumise au tribunal arbitral de Stockholm et semble en voie de règlement.

Le potentiel de développement des gisements ukrainiens reste limité. Les ressources en gaz de schiste sont difficiles à exploiter. Les perspectives de développement du



côté de la mer Noire sont bloquées par la perte de la Crimée et la situation au Donbass.

L'Ukraine est enfermée dans de graves contradictions. Elle cherche à obtenir des revenus substantiels de la Russie à travers le transit de gaz, tout en menant une politique résolument hostile à son égard. Sa volonté de tirer parti d'une situation de monopole en augmentant les tarifs de transit a largement contribué aux difficultés actuelles.

9. Prochaine réunion

Lundi 3 juin 2019